

CONVENTION

Entre

la CROIX-ROUGE DE BELGIQUE, ayant son siège 98, chaussée de Vleurgat, à Bruxelles 5, représentée par son Vice-Président, Monsieur Raymond LEMAIRE,

désireuse de concrétiser l'amitié la liant à la Croix-Rouge du Congo et d'assister cette dernière dans ses efforts de développement,

et

la CROIX-ROUGE DU CONGO, ayant son siège 24, avenue Valcke, à Léopoldville/Kalina, représentée par son Président, Monsieur Albert KOKA,

soucieuse de resserrer les liens qui l'unissent traditionnellement à la Croix-Rouge de Belgique.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

- 1.- Répondant aux vœux exprimés par la Croix-Rouge du Congo, la Croix-Rouge de Belgique mettra son expérience à la disposition de la Croix-Rouge du Congo afin de l'aider à réaliser ses buts et à former les cadres nécessaires à son action.
- 2.- La Croix-Rouge de Belgique mettra à la disposition de la Croix-Rouge du Congo, pour une période d'un an à partir du 15 mars 1963, un collaborateur chargé plus spécialement d'assister le Secrétaire Général de cette Société dans l'organisation administrative et le fonctionnement de ses services.

Ce collaborateur - qui dépend statutairement de la Croix-Rouge de Belgique - recevra du Comité Central de la Croix-Rouge du Congo les instructions afférentes à sa mission.

Dans le but de faciliter l'exécution pratique de cette mission, la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge s'efforcera de lui faire obtenir un statut international lui conférant certains avantages matériels dont bénéficient ses agents à l'étranger.

- 3.- La Croix-Rouge de Belgique accepte de rechercher et de recruter, pour compte de la Croix-Rouge du Congo, des agents dont celle-ci aurait besoin pour réaliser certaines de ses missions et, notamment, celle qui lui sera confiée dans le cadre d'une Convention avec l'UNICEF et le Gouvernement de la République du Congo.
- 4.- La Croix-Rouge de Belgique assistera la Croix-Rouge du Congo par tous contacts et démarches qui s'avèreront nécessaires afin d'obtenir du Département ministériel belge intéressé une aide dans le cadre de l'assistance technique belge. Ceci afin de lui permettre de continuer à assumer les missions qui lui sont confiées soit par son Gouvernement, soit par des organismes internationaux et, notamment, la reprise, au 1er octobre 1963, du programme mis sur pied et financé par l'UNICEF.
- 5.- La Croix-Rouge de Belgique procédera à toutes études et démarches demandées par la Croix-Rouge du Congo et lui fournira les informations, documents ou conseils qui seraient jugés nécessaires.

La présente Convention entrera en vigueur le 4 mars 1963.

Fait à Bruxelles, le 4 mars 1963.

POUR LA CROIX-ROUGE
DU CONGO :

POUR LA CROIX-ROUGE
DE BELGIQUE :

A. KOKA,
Président.

R. LEMAIRE,
Vice-Président.

P R E M I E R P R O J E T
CONVENTION POUR UNE ORGANISATION PREVENTIVE DE SECOURS
DANS LE CADRE DE LA CROIX ROUGE DU CONGO

Le Gouvernement Central de la République du Congo représenté par son Ministère de la Santé Publique,

La Croix Rouge du Congo,

La Direction des Opérations Civiles de l'ONUC au Congo, ci-après dénommée "l'ONUC",

Et le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance, ci-après dénommé "le FISE",

Considérant qu'il y a lieu de poursuivre l'action entreprise par la Ligue des Sociétés de Croix Rouge et le FISE selon leur Convention du 1er mars 1962, laquelle a eu pour but d'assurer le fonctionnement d'une Organisation Préventive de Secours au Congo;

Considérant qu'une Organisation de cette nature, pour être établie sur des bases définitives, requiert la formation d'un personnel national qualifié et doit faire partie intégrante de la Croix Rouge du Congo;

ONT CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE I

Objet

A partir du 1er avril 1963, la Croix Rouge du Congo sera responsable de la poursuite des opérations de distribution de secours alimentaires dont la Ligue des Sociétés de Croix Rouge cessara d'assurer la direction le 31 mars 1963. En prenant charge de ces opérations la Croix Rouge du Congo entreprendra également la formation d'un personnel qualifié en vue de la réorganisation progressive de l'ensemble de ses Services de Secours.

Pour s'acquitter de cette double mission et selon les dispositions arrêtées à cet égard par le Gouvernement Central, la Croix Rouge du Congo a fait appel à l'assistance technique de la Croix Rouge de Belgique qui a convenu de mettre à sa disposition, à partir du 15 mars 1963, des agents qui auront pour tâche :

^

- a) de l'aider à mettre en place un système de distribution de secours alimentaires intégré dans son organisation,
- b) de contribuer à la formation d'un personnel local susceptible d'assurer à l'avenir le fonctionnement de ce système et de toutes autres opérations de secours, sans le concours d'une assistance technique étrangère.

ARTICLE II

Buts


Les objectifs essentiels que poursuivent le Ministère de la Santé Publique, l'ONUC et le FISE, en favorisant la réorganisation des Services de Secours de la Croix Rouge du Congo sont les suivants :

- a) limiter les délais d'intervention pour toute action de secours en faveur de l'enfance et de groupes vulnérables,
- b) éviter l'improvisation hâtive et sans moyens adaptés,
- c) étendre et coordonner les distributions de lait dans l'immédiat et, le cas échéant, d'autres aliments protecteurs,
- d) aider à la formation des équipes Croix Rouge, faciliter l'entraînement de leurs membres pour les opérations de premiers secours et leur inculquer des notions pratiques de nutrition, d'hygiène personnelle et sociale,
- e) aider à la formation d'un personnel pour l'administration d'un système de distribution d'aliments adapté aux conditions locales,
- f) aboutir ainsi à la réconstitution de la Croix Rouge du Congo en la dotant de cadres qualifiés formés dans le véritable esprit Croix Rouge.

ARTICLE III

Exécution du Programme

La Croix Rouge du Congo a convenu, dans l'intérêt d'une administration efficiente du programme, d'en confier l'exécution à son Office Central des Opérations de Secours au sein duquel elle a créé deux services spécialisés :



- a) le Bureau Central de Distribution de Secours Alimentaires,
- b) le Centre de Formation de Cadres.

Ces deux organismes fonctionneront sous la responsabilité du Président de la Croix Rouge représenté par le Directeur de l'Office Central des Opérations de Secours. Ils disposeront des moyens d'action que le Ministère de la Santé Publique, l'ONUC, le FISE et la Croix Rouge elle-même mettront à leur disposition.

ARTICLE IV Plan d'Action

1. Distribution de secours alimentaires


1.1. Approvisionnement

Un stock de sécurité de lait écrémé en poudre et, éventuellement, d'aliments protéiniques sera constitué et maintenu à Léopoldville. Des dépôts secondaires seront établis dans les provinces et pourvus de quantités suffisantes de lait écrémé en poudre pour permettre de faire face à toute demande urgente de secours alimentaires aux enfants et aux mères. L'importance, le nombre et les lieux d'établissement de ces dépôts à travers le Congo seront déterminés par les besoins des populations, les facilités de transport existantes et tous autres facteurs à considérer par la direction du Bureau Central de Distribution.

En plus des stocks de sécurité à maintenir en dépôt, comme indiqué ci-dessus, le Bureau Central disposera d'une allocation mensuelle de 500 tonnes de lait écrémé en poudre pour distribution aux enfants, aux mères sous-alimentées et aux malades nécessiteux, dans les écoles, les foyers sociaux, les centres hospitaliers etc... Cette allocation mensuelle sera répartie entre les centres et sous-centres régionaux de distribution, selon l'estimation des besoins de chaque région.

1.2. Centres et sous-centres régionaux

L'ouverture de sous-centres régionaux de distribution sera décidée en fonction de critères relevant autant des besoins, que des facilités de communications, du personnel et des ressources financières disponibles. Les centres et



sous-centres seront placés sous le contrôle direct des techniciens étrangers engagé par la Croix Rouge du Congo. Les fonctions de ces spécialistes seront précisées par le Bureau Central de Distribution.

1.3. Coordination

Le Bureau Central de Distribution veillera particulièrement à coordonner son action avec celle des missions confessionnelles et organismes philanthropiques intéressés également à la distribution de secours alimentaires. A cette fin un Comité mixte composé du représentant du FISE à Léopoldville, de délégués des missions et organismes sus-mentionnés, d'un représentant du Comité Central de la Croix Rouge du Congo, et de membres de la Direction du Bureau Central, se réunira chaque mois pour évaluer les résultats de l'action commune et favoriser le cas échéant une plus étroite coordination entre les agents de leurs organisations respectives.

2. Formation de Cadres

2.1. Le Centre de Formation de Cadres, sous la direction technique d'un agent qualifié reconnu valable par la Croix Rouge de Belgique et avec le concours des agences spécialisées de l'ONU, organisera des stages pour secouristes, hygiénistes et administrateurs aux différents échelons du système de distribution de secours alimentaires de la Croix Rouge.

2.2. Ces stages de durée variable auront pour but l'enseignement de principes élémentaires en matière de secourisme, d'hygiène, de nutrition et l'étude de notions pratiques intéressant la distribution du lait, l'administration, les rapports d'activités, etc... Ils se tiendront à Léopoldville et en province selon les facilités disponibles. Chaque groupe de stagiaires sera de 30 au maximum.

2.3. Le Ministère de la Santé Publique, la Croix Rouge du Congo fourniront les cadres techniques nécessaires à l'application des programme de stages et les agences spécialisées de l'ONU représentées au Congo seront sollicitées le cas échéant de compléter ces cadres.

2.4. Le nombre de stages à organiser au cours d'une période donnée sera fonction de leur nature, des besoins, autant que des ressources financières disponibles.

ARTICLE V

Moyens d'Action

Pour permettre l'exécution du plan tracé à l'article précédent les moyens d'action ci-après seront mis à la disposition de l'Office Central des Opérations de Secours :

1. Obligations du FISE

1.1. Moyens de transport

Tous les véhicules FISE au nombre de 40 actuellement au service du programme Ligue/FISE,

46 bicyclettes également au service du programme sus-mentionné.

1.2. Matériel

Tous le matériel de distribution FISE actuellement au service du programme. Le matériel d'enseignement et de bureau fourni à la Ligue pour l'exécution des programmes de formation de cadres.

1.3. Salaires

Six (6) techniciens étrangers

Personnel local comprenant :

40 contrôleurs

32 chauffeurs

14 chefs de dépôt

1.4. Frais d'administration du projet

1.5. Indemnités d'études locales

2. Obligations de l'ONUC

2.1. Moyens de transport et de communications

Les véhicules appartenant à l'ONUC et qui sont actuellement au service de la Ligue seront mis à la disposition du projet.

Les agents de la Croix Rouge du Congo bénéficieront, pour l'exécution du projet, des mêmes facilités de transport et communications dont jouissait le personnel de la Ligue.

2.2. Frais d'opérations

L'ONUC maintiendra dans son budget de dépenses des fonds de contrepartie les crédits nécessaires au paiement de certains frais du projet tels que trans-

port à l'intérieur du Congo du lait en poudre, entretien et fonctionnement de véhicules, location de dépôts, etc...

2.3. Fournitures du lait et autres aliments

L'ONUC, sur demande du FISE, interviendra toutes les fois que cela sera nécessaire pour assurer l'approvisionnement en lait du Service de Distribution de Secours Alimentaires de la Croix Rouge. Le cas échéant et dans la mesure de ses disponibilités, l'ONUC contribuera également à l'approvisionnement de ce Service en mettant à sa disposition d'autres aliments.

3. Obligations du Ministère de la Santé Publique

3.1. Personnel

- a) Logement des techniciens étrangers participant à l'opération
- b) Soins médicaux au personnel congolais et étranger engagé dans l'opération,
- c) Mise à la disposition du Centre de Formation d'un personnel de complément pour la durée des stages, suivant les besoins et la spécialisation de chaque stage.

3.2. Locaux

- a) Le Ministère de la Santé Publique s'engage à obtenir le concours des instances gouvernementales aux différents échelons de l'administration pour permettre à l'Office Central des Opérations de Secours de disposer de locaux adéquats pour l'installation de ses bases opérationnelles et de ses dépôts.
- b) Il s'engage également à mettre à la disposition du Centre de formation les bureaux, salles de cours et internats nécessaires à l'administration et à la tenue des stages.

3.3. Matériel didactique, de bureau et de distribution

Le Ministère complètera le cas échéant le matériel d'enseignement, de bureau et de distribution fourni par le FISE.

3.4. Frais divers

Le Ministère assumera la fourniture d'eau, d'électricité et l'entretien des locaux mis à la disposition de l'Office Central d'Opérations. Il prendra également à sa charge les petites dépenses imprévues que pourra exiger l'exécution du projet.

~

3.5. Statut des stagiaires diplômés

Le Ministère reconnaîtra officiellement la valeur des diplômes, brevets ou attestations émis par le Centre de Formation de Cadres et facilitera l'accès des formations hospitalières et autres aux stagiaires, pour la validation des brevets et diplômes qui leurs auront été attribués. Il recommandera aux différentes institutions administratives qu'à qualités égales les stagiaires brevetés ou diplômés aient priorité pour les engagements au sein de l'administration.

4. Obligations de la Croix Rouge du Congo

4.1. Distribution de secours alimentaires

- a) Elle s'assurera la collaboration de six (6) techniciens qui seront recrutés par le truchement de la Croix Rouge de Belgique et qu'elle mettra au service de son Office Central des Opérations de Secours pour l'organisation d'un système de distribution de secours alimentaires à travers le Congo.
- b) Elle mettra également à la disposition de cet office tout le matériel de transport et de bureau que la Ligue lui laissera à son départ.
- c) Elle veillera à assurer la plus étroite collaboration entre son Office Central des Opérations de Secours et ses sections provinciales, régionales et locales d'une part et ses services généraux d'autre part.
- d) Dans toute la mesure du possible elle usera de son influence et de son crédit moral pour associer à l'action de son Office Central des Opérations de Secours les organisations et entreprises privées susceptibles de contribuer au développement du système de distribution de secours alimentaires.
- e) Dans le cadre des engagements de la Croix Rouge du Congo, l'Office Central des Opérations de Secours aura pour tâche :
 1. - L'établissement du système de distribution,
 2. - l'organisation et la gestion d'un dépôt central et de dépôts secondaires,
 3. - l'administration comptable des opérations de distribution,
 4. - l'entretien et la réparation des véhicules mis à sa disposition, en ayant recours autant que possible, s'agissant des véhicules FISE et ONUC, aux facilités offertes par le service de transport de l'ONUC.

4.2. Formation de Cadres

- a) Elle donnera tant au personnel du Centre de Formation qu'aux stagiaires la protection et les facilités dont bénéficient les membres actifs de la Croix Rouge.
- b) Elle mettra à la disposition du Centre de Formation le personnel de cadre qui lui sera demandé par le Centre.
- c) En collaboration avec le Centre elle participera aux travaux de sélection et de recrutement des stagiaires en tenant compte des critères établis par la direction du Centre suivant la nature des programmes de stages.
- d) Elle s'engage également à :
 - 1. - fournir les uniformes de travail des stagiaires et le matériel sanitaire nécessaire pour les cours de formation,
 - 2. - remettre aux stagiaires diplômés les dotations d'équipement et le matériel de propagande nécessaires à l'accomplissement de leurs missions,
 - 3. - mettre à la disposition du Centre de Formation ses installations spécialisées, salles de cours, ses centres d'entraînement, le centre de vacances de Benséké et tout autre susceptible d'être utilisé pour l'exécution des programmes.
- e) Directement ou par l'intermédiaire de ses sections provinciales, régionales ou locales, elle accordera aux stagiaires diplômés l'appui et l'aide nécessaires à la mise en application de l'enseignement reçu. Elle donnera priorité aux stagiaires diplômés pour des engagements futurs dans ses cadres permanents.
- f) Dans le cadre des engagements de la Croix Rouge du Congo vis-à-vis des programmes de formation le Centre chargé de l'élaboration et de l'exécution des dits programmes aura pour tâches :
 - 1. - donner une formation adéquate aux stagiaires qui lui seront confiés conformément au programme spécifique à chaque stage,
 - 2. - soumettre les programmes à l'approbation du Ministère de la Santé Publique,
 - 3. - remettre au terme de chaque session un rapport détaillé aux parties contractantes,

4. - tenir une fiche de stage et un dossier individuel de ses stagiaires,
5. - rester en contact permanent avec chacun d'eux par la voie d'un bulletin d'information,
6. - à leur fournir régulièrement toute documentation et renseignements techniques,
7. - à mettre à point des programmes radiophoniques,
8. - à organiser des tournées de vulgarisation et d'éducation sanitaire et à en soumettre les programmes aux Ministere de la Santé Publique,
9. - à gérer valablement le matériel mis à sa disposition et à en tenir un inventaire permanent.

ARTICLE VI

Disposition Spéciale

La présente Convention qui entrera en vigueur le 1er avril 1963 arrivera à expiration le 30 septembre 1963. Elle pourra cependant être renouvelée avant terme d'un commun accord entre les parties.

En ce qui concerne les obligations financières du FISE et de l'ONUC correspondant à la période de six mois (avril - septembre 1963), l'administration de l'Office Central des Opérations de Secours n'engagera aucune dépense à la charge du FISE ou de l'ONUC au delà des crédits disponibles. A cet effet, elle arrêtera son budget d'un commun accord avec les services compétents des deux organisations.

EN FOI DE QUOI les soussignés dûment autorisés ont apposé leurs signatures au bas de cet Accord,

Fait en quatre exemplaires en français

à Léopoldville, le _____ mars 1962

Pour le Gouvernement de la République du
Congo

Pour la Croix Rouge du Congo

Pour l'Organisation des Nations Unies au
Congo

Pour le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance